

Pierre TEXIER
Section de Tours – Indre et Loire

Au sujet des références, dans la base commune, à Marx et au marxisme.

Réflexions sur le pouvoir, la démocratie et les communistes.

Dans le préambule :

Quelle place du marxisme vivant pour armer le combat et pour la confrontation d'idées à tous les niveaux ?

Dans « Rassembler pour une issue à la crise »

Nous devons développer en grand le chantier de la compréhension marxiste de ces transformations et de la conquête par les travailleurs comme par les peuples de leur maîtrise sociale et démocratique.

Mais tout cela suscite des mobilisations et des solidarités nouvelles qui témoignent de potentiels de rapprochement car, comme l'a écrit Marx, « le travail sous peau blanche ne peut s'émanciper là où le travail sous peau noire est stigmatisé et flétri ».

Le communisme est à la fois l'objectif et le chemin menant à une société dont le but et le moyen deviennent progressivement le développement émancipé de chacune et de chacun, comme personne et en société, ou comme disait Marx comme « individu intégral ». Une société où « le libre développement de chacun devient la condition de libre développement de toutes et tous ».

Dans « Un nouvel internationalisme »

Un axe de bataille essentiel est que la France sorte de l'OTAN et qu'elle joue un rôle moteur en Europe et dans le monde pour un rapprochement, une nouvelle alliance, avec les pays en développement et émergents (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, Mexique, Turquie, etc.). La Chine, immense pays en état de contester le leadership mondial des États-Unis, mérite une analyse conséquente et sans a priori, d'autant qu'il est dirigé par un Parti communiste se réclamant du marxisme.

Dans « Le rôle irremplaçable du Parti communiste »

Nous prêtons une grande attention à ce que les luttes expriment comme besoin de société nouvelle, comme aux difficultés du mouvement social et à ses contradictions. Pour contribuer à leur dépassement, nous développons un corps d'idées et de propositions qui, avec l'apport du marxisme vivant, permettent de ne pas subir l'hégémonie des idées dominantes, de les bousculer et d'apporter des réponses efficaces aux problèmes posés. C'est essentiel pour faire bouger les rapports de force, jusqu'à des changements dans les institutions en lien avec les élections et avec les luttes.

Dans « Pour un Parti communiste utile, agissant....

La rupture mal conduite avec la conception d'un « parti guide » nous a conduit à abandonner l'ambition d'être à l'avant-garde des luttes et des idées, de jouer le rôle actif d'éclaireur qui devrait être le nôtre. Cela a conduit à la suppression de ce qui faisait la force de notre organisation, particulièrement le parti à l'entreprise, et à un relativisme théorique éclectique au détriment d'un marxisme vivant et ouvert sur les grands débats d'idées.

Réflexions

Si la pertinence de la philosophie « marxiste » est toujours opérationnelle nous devons nous garder de la sacraliser, au risque d'aller à son encontre, c'est à dire d'oublier de la considérer comme un outil d'analyse qui se nourrit de ses propres développements. De nombreux travaux menés par des philosophes économistes, sociologues sont venus l'enrichir et en offrir parfois, (souvent) une relecture à la lumière des évolutions contemporaines du capitalisme.

La violence de la lutte idéologique menée par les forces néolibérales a conduit à un recul culturel massif des consciences quand à l'analyse du réel. Il est évident que nous devons accorder collectivement une importance beaucoup plus grande aux idées, à leur production et à leur renouvellement incessant en lien constant à la pratique des luttes sociales, sociétales et politiques. La production des idées est toujours l'enjeu d'une bataille autour des concepts, du vocabulaire, du sens. Elles n'ont pas de valeur intrinsèque immuable.

« À toute époque, les idées de la classe dominante sont les idées dominantes ; autrement dit, la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est en même temps la puissance spirituelle dominante. » (Dans « L'Idéologie allemande », Karl Marx, Friedrich Engels (1845))

Pour disputer cette domination et la dépasser il nous appartient de contribuer au partage pratique de ce qu'implique cette définition du communisme par Marx et Engels : *« Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes. »*

Pour ce qui concerne le Parti communiste lui même en tant que forme organisée cela entraîne nécessairement interrogation sur sa place et son rôle, sur l'idée que nous nous en faisons nous même. Force est de constater que les communistes ne partagent pas tous la même idée de ce que doit être leur parti. Les raisons en sont multiples. Parce que les histoires, la culture la place de chaque communiste dans la société détermine sa conscience et la nécessité qu'il en tire d'un engagement dans une force « organisée » pour changer le monde. Actions dans les luttes, présence dans le mouvement des idées, responsabilités dans les institutions, autant d'engagements et d'expériences dont les enseignements devraient être transformées en richesse collective et ne pas alimenter des positions antagonistes réductrices. Il semble que nous devrions travailler à mieux partager tous ces « regards divers » et avoir en permanence de la considération pour l'autre qui est aussi producteur de notre existence collective.

Lucien Séve dans « *Commencer par les fins. La nouvelle question communiste* » pointait du doigt ce à quoi le PCF était confronté. C'était en 1999 !

« Nous voici au cœur même de la question – et de notre présent drame.

Comme l'a clairement vu Marx (qu'on voudrait faire passer pour un obnubilé de l'économique qui aurait manqué à penser le politique), *l'Etat politique* en tant que puissance séparée de la « société civile » et la dominant constitue un condensé d'aliénation, qu'il redouble de son formidable poids.

En ce sens, et bien que la question des formes étatiques soit de grande importance en ce qu'elles rendent plus ou moins difficiles les luttes

émancipatrices, l'idée d'un « État démocratique » est une contradiction dans les termes : il n'y aura « démocratie » authentique que lorsqu'il n'y aura plus d'Etat politique, de pouvoir de classe des uns sur les autres, Lénine a dit ça très bien. D'où la difficulté intrinsèque d'un parti politique ayant pour raison d'être l'émancipation effective de tous. Ou bien, se consacrant avec intransigeance au combat pour la désaliénation, il refuse d'entrer dans le jeu politique établi – par exemple dans l'exercice de responsabilités électives, « élections piège à cons » – et il se condamne à une marginalité impuissante.

Ou bien, refusant cette condamnation à la marginalité, il participe à la vie politique institutionnelle, mais la logique de cette participation tend à faire de lui un parti comme les autres, qui renonce en fait au combat émancipateur. L'histoire du PCF est à cet égard très éloquente : il a commencé en groupuscule révolutionnaire, puis est devenu une force réellement formatrice à l'époque du Front populaire et de la Libération, mais dans des limites de classe qu'il n'a pu franchir, et s'y résignant en fait il est peu à peu devenu dans les années 60-70 une machine électorale plus ou moins de même type que les autres, vouée à perdre avec ses raisons d'être révolutionnaires l'essentiel de son audience. Là donc est la question cruciale qu'il faut affronter et commencer à résoudre ... : construire une force politique de sorte tout à fait neuve, essentiellement tournée vers l'appropriation directe de tout par tous sur tous les terrains, jalousement horizontale, et subordonnant de façon drastique ses interventions dans la politique institutionnelle à sa propre logique, autrement dit menant le combat appropriatif *dans le système politicoétatique même*. Un exemple ? Ni boudier la vie médiatique, ni chercher la vedettisation contre-productive ... (d'un Mélanchon ?), mais en chaque occasion mettre en cause le système médiatique dans les médias eux-mêmes.

Terriblement difficile ? Sans aucun doute. La « révolution du XXIème siècle » n'aura pas des débuts faciles. Mais si modeste qu'elle doive être dans ses débuts, il est de capitale importance de marquer d'emblée la trace *dans la juste direction* : par exemple participer à la vie politique telle qu'elle est avec le souci exclusif de sa désaliénation.

Tout le reste à l'avenant. Ce qui dicte un travail de pensée, des formes d'organisation, des pratiques d'intervention. Il faut inventer en ce sens un *mouvement politique de nouvelle génération*. »

Le pouvoir, la démocratie et les communistes.

Nécessaire interrogation sur la forme et le partage du pouvoir au sein du parti lui même.

Dans la base de discussion il est fait état très souvent de la responsabilité de la direction nationale et l'on parle « des directions » dans leurs responsabilités de mise en œuvre des décisions collectives à tous les niveaux d'organisation.

En principe c'est **l'ensemble des membres du CN** qui sont responsables et doivent contrôler le comité exécutif national, qui est comme son nom l'indique l'exécutif **chargé de la mise en œuvre, à son niveau, des orientations et des décisions prises à la majorité.**

De qui parle-t-on dans la base de discussion lorsque l'on parle de la responsabilité des directions ? De tous les membres du CN ou seulement de l'exécutif ?

« De nombreux travaux ont été menés dans le parti pour analyser, comprendre la situation contemporaine, ses différents aspects, ses contradictions, son aggravation et formuler des propositions. Mais les **directions** nationales successives n'ont pas su ou voulu créer les conditions de la réflexion collective des communistes pour qu'ils et elles s'approprient ces travaux et les enrichissent. Sous prétexte de faciliter un rassemblement à minima, **la direction** n'a jamais cherché à faire le travail de simplification populaire de nos propositions dans le débat public avec des initiatives d'action capables de rassembler.

Nos propositions n'ont quasiment servi que dans les textes de congrès et, très peu, dans les campagnes électorales. Cela n'est-il pas à la racine de la perte de visibilité et de crédibilité du parti ? Nombre de camarades ont tiré la sonnette d'alarme, à différents moments. »

Depuis 2012, nous assistons à une dérive présidentialiste dans le parti lui-même, qui dessaisit les instances de **direction** et les communistes de toute maîtrise réelle sur les décisions engageant l'avenir du parti. La disparition de l'élection du secrétaire national par le CN au bénéfice du congrès a participé de cette présidentialisaton.

6.6 - Renouveler nos directions et leur fonctionnement

Nous avons besoin de **directions** qui travaillent, construisent collectivement une ligne politique et l'incarnent, dans le parti et dans la société. Nous nous donnons comme objectif de transformer la manière dont nous choisissons nos **directions** et leur pratique de travail pour :

- Permettre à des milliers de femmes et d'hommes, notamment issus des milieux populaires, de zones rurales comme de grandes agglomérations, de prendre des responsabilités militantes et électives ;
- Rendre possible la pleine implication de camarades salarié-e-s dans le travail de **direction** ;
- Rendre possible un travail collectif soutenu et efficace, quelles que soient les différences de culture et d'expérience politique ;
- Articuler le développement du débat démocratique interne à tous les niveaux, la liberté de chaque communiste avec la mise en œuvre des décisions du parti ;
- Rendre possible une véritable égalité entre les femmes et les hommes dans les directions : non seulement une composition à parité, mais une égale possibilité d'intervention.

Le congrès précédent avait pris des décisions en ce sens (désignation d'une équipe de porte-paroles, à parité, chargés de faire entendre la voix du PCF dans les médias ; organisation d'un service de garde d'enfants pour toutes les réunions importantes des **directions**...). Il est incompréhensible qu'elles n'aient jamais été mises en œuvre.

Le conseil national, élu par le congrès, est la seule instance de **direction** nationale. Il doit pouvoir assumer pleinement cette responsabilité. Le CEN doit servir à préparer ses décisions et en impulser la mise en œuvre en liaison avec l'actualité, et non se substituer à lui. Le CN doit pouvoir décider de ses ordres du jour et faire très régulièrement le bilan de l'application de ses décisions. Il doit être tourné vers la réorganisation et le renforcement du parti.

Changer la forme pour mieux être sur le fond.

Il est urgent et nécessaire de partager une nouvelle conception des responsabilités dans la prise des décisions et dans leur mise en œuvre qui relèvent de la souveraineté des adhérents, c'est à dire des communistes.

En effet concevoir un fonctionnement de la forme parti où l'essentiel des responsabilités incombe aux « directions » élus c'est entretenir la délégation de pouvoir que l'on appelle par ailleurs les citoyens à combattre dans la société, notamment en rejetant le présidentialisme.

Le préambule de la base de discussion, indique que « La rupture (a été) mal conduite avec la conception d'un « **parti guide** » », sous entendu, par les directions nationales du PCF. Dire cela laisse penser à contrario que la souveraineté des communistes n'est pas effective ou ne s'exerce pas en tant que telle, en permanence dans la vie de l'organisation et que de fait c'est la direction nationale qui est souveraine à la place des communistes.

Or nos statuts précisent :

4. La souveraineté

*La souveraineté appartient aux adhérent-e-s. Ils et elles l'exercent et l'organisent tant personnellement que collectivement dans toutes leurs activités de communiste, dans leur section, ou éventuellement leur cellule, dans leur lieu de résidence ou de travail, **par leurs élus aux conseils départementaux et au Conseil national** ainsi que sous toutes les formes et dans tous les lieux décidés en commun.*

Dans la bas de discussion il est écrit : « *Le conseil national, élu par le congrès, est la seule instance de **direction** nationale.* »

Le Conseil national, représentatif de tous les communistes, est-il l'organe souverain du Parti entre deux congrès ? Dans ce cas que devient la souveraineté des adhérents ?

Questions

Peut-on encore concevoir aujourd'hui des directions (qui dirigent, indiquent la voie, servent de guide ?) qui soient « opérationnelles » en dehors de l'exercice de la souveraineté de l'ensemble des adhérents, en pensées et en actes. Ne faut-il pas essayer de faire vivre des formes d'organisation où les communistes se donnent en permanence les moyens de connaître, de comprendre et d'agir en toute souveraineté ?

Les communistes ont-ils besoin de direction pour savoir où il faut aller si ils sont réellement créateurs-producteurs de leur politique. Ne faut-il pas rechercher des formes d'organisation qui permettent de se donner en permanence les moyens d'évaluer la mise en œuvre de notre politique ? Les responsables élus à tous les niveaux devraient avoir pour mandat de contribuer essentiellement à cela. Comment pouvons nous proposer d'engager un grand mouvement d'émancipation pour tous les citoyen-ne-s si nous ne sommes pas capables de l'engager pour nous même ?

Ne faut-il pas passer de directions qui dirigent à des responsables qui en permanence contribuent à ce que le collectif exerce sa souveraineté ? Enfin sur la question de la représentation du PCF par son secrétaire général, il semble opportun d'aller rapidement vers la mise en place d'un collectif, par exemple deux femmes et deux hommes, qui donne à voir notre volonté d'exercer des responsabilités de façon collective. Cela serait un geste politique de grand portée, à la fois pour l'ensemble des communistes mais aussi pour montrer que nous voulons dépasser les formes de représentation politique actuelles perverties par « la verticalité du pouvoir ».

*Dans le **Contrat social (1762)**, Jean-Jacques Rousseau (1712 – 1778) dénonce la **représentation** comme un trahison de la volonté générale : l'élite des représentants ne peut que substituer sa propre volonté particulière à la volonté générale.*

La souveraineté ne peut être représentée, par la même raison qu'elle peut être aliénée ; elle consiste essentiellement dans la volonté générale, et **la volonté ne se représente point** : elle est la même, ou elle est autre ; il n'y a point de milieu. Les députés du peuple ne sont donc ni ne peuvent être ses représentants, ils ne sont que ses commissaires ; ils ne peuvent rien conclure définitivement. **Toute loi que le peuple en personne n'a pas ratifiée est nulle** ; ce n'est point une loi.